



UNE POLITIQUE DE LA CULTURE

Pour une humanité à partager
et une autre mondialisation

la ligue de
l'enseignement

un avenir par l'éducation populaire

“ Nous sommes sur la même yole.
Personne ne saurait se sauver seul.
Aucune société, aucune économie.
Aucune langue n'est, sans le concert des autres.
Aucune culture, aucune civilisation n'atteint
à la plénitude sans relation aux autres. ”

*Patrick Chamoiseau et Edouard Glissant,
Quand les murs tombent. L'identité nationale hors-la-loi ?
Editions Galaade*

Quand la Ligue de l'enseignement décide de questionner en 2011 la place de la culture dans son action, elle sait qu'elle touche au cœur même de son projet politique et éducatif. Car en effet, qu'on en retienne le périmètre le plus large, celui que revendique la Ligue, que lui donne le philosophe Jean Lacroix, « un Homme cultivé est un homme qui se situe », ou bien chacune de ses dimensions – les sciences, les savoirs, les arts, les techniques, les pratiques sociales, les traditions, les langues, les droits, les croyances et les convictions... –, la culture est constitutive du projet d'éducation permanente au suffrage universel de la Ligue. Elle apparaît comme un puissant ingrédient de son action émancipatrice pour la construction de personnes autonomes et solidaires, source de la République démocratique, laïque, indivisible et sociale.

La culture comme injonction démocratique

Mais bien au-delà de la Ligue, c'est notre société qui a fait une telle place à la culture. Ainsi la Constitution de la France précise-t-elle que « la Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ». Les textes internationaux nous y engagent aussi, par exemple la charte constitutive de l'Unesco ratifiée par notre pays et la quasi totalité des Etats de la planète : « la dignité de l'Homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y a là pour toutes les nations des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance ».

A l'évidence une telle charge oblige à ne pas identifier la culture comme le seul domaine des arts auquel nous aurions rajouté le patrimoine ou encore l'information et la communication. Or c'est là un des premiers éléments du questionnement qu'implique cette réflexion. En France, en matière d'action publique notamment, quand on parle de culture c'est de fait des arts, des artistes et de leurs œuvres et de certains éléments du patrimoine... bâti et visible si possible ! C'est un peu comme pour l'éducation qui ne serait faite que de l'école.

Le parallèle n'est pas anodin. Culture et éducation ont une dimension institutionnelle forte qui tout à la fois les légitime et les expose à la

disqualification quand les institutions sont fragilisées. Les trois termes culture, éducation et démocratie sont d'ailleurs souvent associés comme dans une dialectique vertueuse, car autant il est vain de faire vivre la démocratie sans culture et sans éducation, autant il semble impossible de concevoir une éducation sans culture ou une culture qui ne se fonderait pas aussi sur des systèmes éducatifs. Vertueuse, mais trompeuse aussi, car nous connaissons pourtant des Etats totalitaires aux politiques éducatives très élaborées. Et quant à la culture, le XX^e siècle, en Europe particulièrement, ne manque pas de tragédies, de barbaries, de négation même de l'humanité, fomentées par des pays de haute et ancienne culture, allant même jusqu'à fonder ces négations sur des arguments culturels. Admettons donc, comme y invitait Jean Vilar, « que la culture ne vaut que par ce que valent les mains qui la tiennent ».

En conséquence, la question posée par la Ligue n'est-elle pas d'abord celle-ci : la culture héritée, créée, produite, échangée, diffusée, mobilisée par les politiques publiques et des acteurs multiples, dont les mouvements d'éducation populaire ; la culture dans ses pratiques individuelles et collectives ; cette culture-là est-elle à la hauteur des enjeux démocratiques de la France, dans l'Europe et la mondialisation ? Par exemple, une démocratie peut-elle se contenter comme c'est le cas dans notre pays, d'une école faite pour la moitié de ses élèves, d'autres institutions culturelles publiques pour 20% de la population¹ et d'industries culturelles conçues en majorité pour « fabriquer du temps de cerveau disponible pour les publicitaires » ?

La culture prend ici tout son sens, celui que lui donnait Jean-Marie Tjibaou, le leader kanak : « La culture est bien l'ensemble des solutions qu'une communauté humaine hérite, adopte et invente pour trouver des issues aux crises qui la traversent. » Il entendait les crises comme les choix nécessaires qui jalonnent toute l'histoire de l'humanité et des civilisations.



© Benoît Debuissier

1. Pratiques culturelles des Français à l'ère numérique, Enquête 2008, ministère de la Culture et de la Communication.

Le travail de la culture pour la démocratie

Car c'est bien ici que se situe l'enjeu de la culture et du travail qui la mobilise. Il n'est nul besoin de détailler l'époque qui est la nôtre pour y déceler les nombreux choix, en partie inédits, que nous devons faire pour continuer à être les acteurs de notre histoire, pour éviter notamment « la sortie de route » de l'humanité. Car le risque de déshumanisation affleure alors que dans le même temps les clefs d'un humanisme renouvelé sont à notre portée dans un monde qui doit faire face à de nombreux défis. Ces défis pourraient être enthousiasmants s'ils sont relevés collectivement, alors qu'ils menacent de faire naître peurs, replis et régressions démocratiques. C'est ce qui faisait déjà dire à Jean Rostand en 1955 que « *tous les espoirs sont permis à l'Homme... même celui de disparaître* ». L'actualité technique, scientifique et environnementale en témoigne périodiquement avec vigueur, mais nulle fatalité n'y conduit. Seuls les comportements, les choix et les décisions humaines les précipitent.

Cinq défis principaux appellent une mobilisation à la fois différente et plus ample de la culture pour que notre démocratie nous permette de les relever : l'indispensable transition écologique, le renouvellement des formes de la démocratie, la réduction des inégalités, l'expression des identités dans la recherche du commun, et l'investissement dans les usages créatifs, collaboratifs et démocratiques de la société numérique.

Nous vivons sans doute un de ces moments rares qui mettent les civilisations devant des choix d'importance exceptionnelle, qu'il faut éclairer, préparer, discuter, faire et accompagner. La culture dans ces moments exceptionnels doit être la source de la politique, de la fabrique de « l'en commun », pour entretenir, renouveler et inventer un futur désirable pour tous, pour donner le goût de l'avenir. Une culture largement ouverte à toutes ses composantes qui permette à chacun et à tous de se situer dans son environnement proche et lointain, dans son histoire et celle des autres, dans ses relations, dans ses connaissances et ses compétences, et dans ses capacités à s'insérer socialement et à transformer la société pour l'améliorer. Vaste programme... mais y en a-t-il un autre qui vaille pour la culture ?

Nous sommes nombreux à être chaque jour un peu plus indignés par les inégalités croissantes, le règne de la finance et de la corruption, la dégradation de la démocratie et de l'esprit public, le cynisme des puissants. Nous sommes également conscients des limites de notre patrimoine naturel et des dangers du consumérisme compulsif.

Qu'avons-nous alors à opposer au capitalisme de la démesure, au matérialisme insensé, aux frustrations et aux désespoirs qu'ils nourrissent, à la misère sociale et symbolique qu'ils fabriquent ? Comment conforter ou relancer la dynamique de l'estime de soi et des autres, des cadres collectifs qui permettent de tenir ensemble, des capacités créatrices, de l'innovation sociale ? Comment finalement construire et entretenir du sens à nos vies humaines qui nous permette de faire société ?



Des politiques publiques pour la démocratie culturelle

Dans un tel contexte et devant de tels enjeux, il est primordial de faire de la culture un bien commun. Un bien qui doit être constitutif d'une démocratie reconnaissant chaque personne en égale dignité ; un bien qui lui donne les moyens de conduire sa vie, de s'émanciper de ses héritages sans les renier, ou de les revendiquer, de se libérer des dominations ; un bien qui lui permette de prendre sa place dans la collectivité, de participer à la vie commune, de déterminer la nature du gouvernement de la cité et d'en déléguer l'exercice, d'être actrice d'un destin commun partagé.

La culture est une puissante fabrique des représentations, de l'idée que chacun se fait de lui-même, des autres et des cadres dans lesquels il vit. Elle est aussi à la fois un des contenus et un des moteurs de la production de richesses, de biens symboliques ou immatériels, de biens matériels et de services. En cela, son usage doit faire l'objet de régulations : c'est une des fonctions de l'action publique et des politiques qui la traduisent. De telles politiques publiques doivent relever d'un large débat de société embrassant tous les domaines de la culture, dont les arts. Elles doivent occuper toute leur place au Parlement, au Conseil économique, social et environnemental, dans les assemblées des collectivités territoriales, dans les CESER ¹ et dans les CCEE ². Elles doivent être mises en œuvre à la fois par l'Etat, les collectivités territoriales, leurs institutions culturelles, la société civile – notamment les mouvements associatifs, les métiers concernés et les acteurs économiques et sociaux. Il s'agit de construire une véritable et ambitieuse « politique de l'esprit et de l'imaginaire », pour faire prévaloir les affaires de l'esprit sur l'esprit des affaires, pour affirmer la primauté de l'humain, de l'indispensable unité de la condition humaine sur toute autre considération, pour construire une alternative à une époque qui donne la redoutable impression de fixer le prix de tout et de ne connaître la valeur de pas grand-chose.

1. Conseil économique, social et environnemental régional.

2. Conseils de la culture, de l'éducation et de l'environnement, instances existant en plus des CESER dans les collectivités d'outremer.

Une telle politique devrait avoir un objectif majeur

Faire de l'émancipation solidaire l'enjeu central du travail de la culture, qui nourrit l'autonomie des individus, leurs interactions et leurs coopérations ainsi que les relations pacifiques entre les peuples qui les rassemblent.

Cet objectif majeur suppose

- De donner une réalité effective au principe humaniste d'unité de la condition humaine,
- De promouvoir la reconnaissance réciproque des cultures et des identités comme levier de la nécessaire recherche du commun (en application de la déclaration universelle sur la diversité culturelle adoptée par l'Unesco le 2 décembre 2001),
- D'affirmer la combinaison nécessaire du principe de progrès et du principe de précaution,
- D'engager résolument la bataille de l'imaginaire, divers, créatif, multiple pour tenir à distance les risques de standardisation des esprits et contribuer à faire reculer la fatalité sociale.



Une telle politique devrait se traduire en actes autour de 7 orientations principales

- Une éducation initiale et continue, formelle, non formelle et informelle, qui permette réellement à toutes et tous – et tout au long de la vie –, la construction, l'utilisation, le renouvellement des savoirs, des connaissances et des compétences que requièrent l'incertitude et la complexité croissantes de nos sociétés ; il s'agit bien de développer une réelle capacité de discernement afin de faire en conscience les nombreux choix qui jalonnent une vie humaine,
- Une culture partagée, diffusée et produite fondée sur « le grand récit », histoire de la condition humaine dans toutes ses composantes et son universalité, l'éducation aux sens et au sensible par les arts, l'usage de son esprit et de son corps, la rencontre des sciences et des techniques, la culture des métiers et l'éducation du regard et aux images dans une époque et des médias qui en sont saturés,
- Un investissement massif et prioritaire dans la création et un soutien important aux créateurs : chercheurs, artistes, innovateurs sociaux, artisans...,
- Un soutien amplifié à l'action culturelle et aux passeurs dans toutes les dimensions de la culture, leurs dynamiques entre elles et avec d'autres dimensions de la vie humaine – sociales, économiques, politiques...,
- Un encouragement aux pratiques en amateurs, là encore dans toutes les dimensions de la culture, pour l'estime de soi et des autres qu'elles procurent dans la formation humaine de la personne,
- Des industries culturelles de qualité pour des pratiques pluri médiatiques qui représentent près de 15 années d'une vie de 80 ans, industries répondant à des cahiers des charges situant les responsabilités éducatives, culturelles et civiques des éditeurs, des diffuseurs et des opérateurs des médias, publics et privés ; un espace public du Web préservé, pour qu'y trouvent leur place les biens communs que sont les « œuvres de l'esprit » et les pratiques qui les promeuvent (blogs, créations collaboratives, téléchargements...),
- Un rapport vivant et ouvert au patrimoine matériel et immatériel, dans une dialectique entre mémoires à promouvoir et projets à faire naître, entre traditions et créations, entre connu et inconnu.

Nous pouvons ajouter une suggestion en termes de conduite de l'action publique : dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la formation, le conditionnement de tout investissement public nouveau, de l'Etat comme des

collectivités, à une volonté démocratique réelle qui suppose la justice sociale, la lutte contre les discriminations, la participation et la large association des habitants à la conception et à la conduite des actions, et à la vie des institutions.

Nous pouvons aussi redire toute l'urgence qu'il y a à mettre un terme au schisme culturel de 1959 qui a séparé, dans les contenus et dans l'organisation, une politique scolaire et universitaire, une politique scientifique, une politique des arts et du patrimoine, et une politique de la jeunesse et de la vie associative. Certaines approches territoriales concourent déjà à atténuer ce séparatisme culturel et font émerger les leviers nouveaux d'une démocratie culturelle. Mais l'absence de volonté et d'approche globale d'une politique de la culture au niveau national nuit à l'indispensable continuité républicaine.



© Benoît Debuissier

La culture pour une société laïque et plus fraternelle

Finalement, la Ligue de l'enseignement a toutes les bonnes raisons de donner toute sa place à la culture dans son projet et son action en 2011. Non qu'elle n'y fût pas, mais elle mérite d'être précisée : à la fois intégrée et mise en perspective. Il s'agit aussi pour la Ligue d'éclairer le manifeste public « Faire société » qu'elle a adopté lors de son dernier congrès, car il se trouve sans conteste à la fois pétri de culture et source de son renouvellement partiel. En effet tout milite pour dépasser le seul viatique de la démocratisation de la culture par les moyens et accès jusqu'alors utilisés et auxquels la Ligue a largement participé.

D'abord parce ces moyens n'ont qu'en partie atteint leurs objectifs – qui de plus n'étaient pas toujours d'asseoir tout le monde au banquet de la culture, ou alors sur un ordre du jour établi par les seules cuisines instituées. Ensuite et surtout parce que nous changeons d'époque. Nous quittons l'ère de la méfiance de systèmes hérités à l'égard des personnes, l'ère des nations anciennes et sûres d'elles-mêmes, l'ère d'une planète considérée comme aux inépuisables ressources naturelles.

Alors justement, dans ce monde de limites connues et de nouvelles responsabilités humaines, passionnantes à explorer et édifier, n'est-il pas temps de relancer une dynamique inouïe pour penser, créer, imaginer, relier, solidariser... sans limites, avec raison, audace et fantaisie ? Ne trouverait-on pas dans cette dynamique, les moyens de « *sortir du cercle vicieux de cette irresponsabilité qui transforme les moyens que s'est donnés l'humanité pour sa propre maîtrise en facteur de son propre asservissement* », comme y invitait le regretté André Gorz ?

N'est-il pas urgent d'y associer tous les acteurs d'une société, de leur faire confiance et de les encourager par d'ambitieuses politiques publiques locales, nationales et européennes ?

Voilà ce à quoi la Ligue invite, ce pour quoi elle se mobilise, pour le proposer dans le débat public et politique à venir. Fidèle à la nature de son engagement, elle entend nourrir le débat des idées tout en poursuivant son action quotidienne, qui repose sur le travail de 30 000 associations et initiatives volontaires regroupées dans ses fédérations départementales et leurs unions régionales, sur des dizaines de milliers de bénévoles et de professionnels, qui chaque jour ont pour compagnons de travail des éducateurs, des enseignants, des animateurs, des artistes, des scientifiques et des techniciens, des sportifs, des élus, des agents des services publics, des acteurs économiques et

sociaux... : toutes celles et ceux qui ne résignent pas à remettre leur avenir solidaire à demain.



© Benoit Debuissier

Quatre priorités pour la cause d'une culture de l'émancipation, curieuse et solidaire

Aussi c'est autour de quatre priorités concomitantes que s'oriente le travail de la culture à la Ligue. Ces priorités, déjà en partie présentes dans ses actions, reprennent largement les objectifs et certaines des orientations proposées pour l'action publique : il s'agit de les amplifier et de les faire vivre.

C'est évidemment le combat à poursuivre, parce que loin d'être concrétisé, pour **le droit effectif, dans l'égalité, à l'éducation et la formation tout au long de la vie, droit qui ne se conçoit pas sans culture, sans culture partagée**. La Ligue a d'ailleurs formulé des propositions plus particulières pour y parvenir, notamment pour une école plus juste et pour les projets éducatifs des territoires ¹.

C'est aussi l'action singulière que nous entendons poursuivre pour **l'éducation artistique, comme constitutive de la formation tout au long de la vie des personnes**, en ce qu'elle permet à chacun d'explorer de lui-même et de son rapport à l'autre. Elle repose sur la fréquentation des œuvres, des artistes et des métiers et institutions qui les accompagnent, et la nécessaire pratique. Nous réaffirmons à cette occasion la place privilégiée de l'artiste comme porteur d'un regard singulier sur la société, et de l'éducation artistique comme renforçant le sentiment d'appartenance à un destin commun ².

C'est également **la reconnaissance réciproque des cultures en égale dignité, et de leur diversité**, sur la base du respect des droits humains ; c'est la reconnaissance de toutes les formes d'action qui en stimulent le dialogue – voire la conflictualité – dans un cadre laïque. Dans ce dialogue résident les sources principales de l'imagination, de l'énergie et de l'enthousiasme dont notre société a besoin, pour éloigner le risque de se refroidir et de se replier.

C'est enfin **la place à donner ou parfois à rendre aux habitants, petits et grands, pour qu'ils participent à la vie de la culture**, dans la conception des projets, dans leur mise en œuvre, dans le fonctionnement des institutions culturelles : là réside l'enjeu du partage des pouvoirs. La vie associative est une des formes de cette participation avec son fédéralisme réinventé et son exigence de dialogue civil.

1. Voir Jean-Claude Guérin, Arnold Bac, Annette Bon, André Chambon, Eric Favey, *Ecole et université : pour que la République tienne ses promesses*, éditions L'Harmattan.

2. Voir le Manifeste du Forum permanent pour l'éducation artistique.



© Benoît Debuissier

Ces quatre priorités nous apparaissent comme fécondes pour valoriser « le citoyen culturel », cette personne reconnue dans sa capacité à trouver et donner du sens à sa vie. Elle évolue dans un rapport construit et fraternel avec les autres, et sur des références à partager aux différents niveaux de territoires qu'elle habite tous – proches ou lointains, réels ou virtuels. Elles ont aussi pour finalité d'articuler de manière respectueuse et complémentaire ces territoires, du local au planétaire, de la France à l'Europe et au monde.

A l'heure où certaines voix pleines de peurs et exaltant des nationalismes dangereux s'élèvent pour « démondialiser » la collectivité humaine, au juste motif qu'une part de la mondialisation se fait au dépens des plus humbles et des minorités, notre projet doit être d'humaniser la mondialisation. L'identité de la France est aussi hors d'elle-même, comme « je est un autre ». Son unité réside dans sa diversité. Le travail de la culture doit converger vers ce nouvel horizon de l'humanisme laïque.

Ce travail que la Ligue revendique pour elle-même a pour volonté de créer les conditions d'une nouvelle ambition pour une politique de la culture, l'ambition d'un élan redonné à la démocratie qui jamais ne saurait, dans la République, s'affranchir de la liberté et de la justice sociale, de la raison et du rêve, de la culture au bout de l'esprit et des doigts.

Tout est affaire à la fois de contenus et de pratiques, d'œuvres et d'usages : à l'heure de l'affirmation des identités comme mode de reconnaissance et d'entraînement des individus et des collectivités dans la marche des sociétés, plus que jamais, « *C'est l'usage que l'on fait du rapport à l'autre, et selon qu'il est civique ou barbare, ouvert ou fermé, qui fait qu'une identité, un sentiment d'appartenance, est transcendé par la reconnaissance de l'humain dans le visage de l'autre.* » ¹

Texte adopté lors de l'assemblée générale de la Ligue de l'enseignement à Granville, le 27 juin 2011

1. Emmanuel Levinas.

CINQ DEFIS

- L'indispensable transition écologique,
- Le renouvellement des formes de la démocratie,
- La réduction des inégalités,
- L'expression des identités dans la recherche du commun,
- L'investissement dans les usages créatifs, collaboratifs et démocratiques de la société numérique.

UN OBJECTIF MAJEUR

Faire de l'émancipation solidaire l'enjeu central du travail de la culture, qui nourrit l'autonomie des individus, leurs interactions et leurs coopérations ainsi que les relations pacifiques entre les peuples qui les rassemblent.

Pour l'atteindre :

- Donner une réalité effective au principe humaniste d'unité de la condition humaine,
- Promouvoir la reconnaissance réciproque des cultures et des identités comme levier de la nécessaire recherche du commun,
- Affirmer la combinaison nécessaire du principe de progrès et du principe de précaution,
- Engager résolument la bataille de l'imaginaire, divers, créatif, multiple pour tenir à distance les risques de standardisation des esprits et contribuer à faire reculer la fatalité sociale.

SEPT ORIENTATIONS PRINCIPALES

- Une éducation initiale et tout au long de la vie qui donne accès à tous aux savoirs, compétences et sens critique nécessaires pour vivre dans nos sociétés complexes,
- Une culture partagée fondée sur l'histoire de la condition humaine, l'éducation au sensible, l'usage de son esprit et de son corps, la rencontre avec les sciences et les techniques, l'éducation du regard et aux images,
- Un investissement massif dans la création et un soutien à tous les types de créateurs,
- Un soutien amplifié à l'action culturelle dans toutes les dimensions de la culture et en lien avec les autres dimensions de la vie humaine,
- Un encouragement aux pratiques en amateurs,
- Des industries culturelles de qualité et responsables, un espace public du Web préservé,
- Un rapport vivant et ouvert à un patrimoine matériel et immatériel en permanent dialogue avec la création.

QUATRE PRIORITES

- Poursuivre le combat pour le droit à l'éducation et la formation tout au long de la vie,
- Poursuivre l'action entreprise dans le domaine de l'éducation artistique,
- Reconnaître de manière réciproque les cultures en égale dignité, et leur diversité, sur la base du respect des droits humains,
- Donner leur place aux habitants pour qu'ils participent à la vie de la culture.

Laique et indépendante, la Ligue de l'enseignement réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien pour faire vivre la citoyenneté en favorisant l'accès de tous à l'éducation, la culture, les loisirs ou le sport.

Des centaines de milliers de bénévoles et plusieurs milliers de professionnels se mobilisent, partout en France, au sein de plus de 30 000 associations locales et d'un important réseau d'entreprises de l'économie sociale.

Tous y trouvent les ressources, l'accompagnement et la formation nécessaires pour concrétiser leurs initiatives et leurs projets.

Tous refusent la résignation et proposent une alternative au chacun pour soi.

Rejoignez-nous...

UNE POLITIQUE DE LA CULTURE

Pour une humanité à partager et une autre mondialisation

Texte adopté lors de l'assemblée générale de la Ligue de l'enseignement à Granville, le 27 juin 2011

Conception : Ligue de l'enseignement

Photo de couverture : Meyer/Tendance Floue

www.laligue.org